

Communiqué de presse officiel des élus issus des urnes.

Paris le 29/09/2017

Nous sommes des élus majoritaires de Centrapel (le plus gros centre d'appel du groupe) et MCRA. Nous avons la majorité absolue dans toutes les instances (DP, CE, CHSCT).

Dans notre lettre, nous n'avons jamais parlé de syndicats, car nous connaissons leur position vis-à-vis de Free. Nous sommes des Elus. Comme il existe des syndicats sans élu, il existe aussi des élus sans syndicat (démissionnaires, candidats indépendants...).

Nous regrettons que depuis la création de Free, il n'y ait jamais eu une telle union des syndicats pour défendre l'intérêt des salariés, les conditions de travail, l'emploi en France, mais quand il s'agit de soutenir l'un d'eux, les syndicats de Free ont réussi un exploit (réalisé en trois jours) qu'ils n'ont jamais pu faire en 18 ans !

Il est surprenant que ces syndicats soient plus réactifs pour se désolidariser des élus (donc salariés), que pour dénoncer les agissements et les licenciements abusifs que cash investigation met en avant.

Quant à ces fameux signataires :

Les Représentants Syndicaux CFE CGC de l'UES MCRA (**minoritaires sur MCRA, Qualipel, Mobipel, Centrapel, Certicall et Equaline**)

Les Mandaté(e)s et Élu(e)s CGT (**minoritaires sur Centrapel, Qualipel, MCRA, Certicall, Equaline**)

Les Mandaté(e)s et Elu(e)s FO de l'UES MCRA (**minoritaires sur Centrapel, MCRA, Mobipel**)

Les Mandaté(e)s et Elu(e)s SUD (**minoritaire sur Mobipel, Centrapel, MCRA, Certicall, Equaline**)

Cela illustre la légitimité de ce communiqué !

Comme certains syndicats semblent le relayer, Ils savent qui nous sommes, nous ne sommes pas anonymes, nous siégeons dans toutes les instances représentatives du personnel.

Ni les intimidations, ni les menaces, ni les insultes n'entacheront notre volonté de défendre l'intérêt général comme nous le faisons depuis le début de notre mandature.